

Journal de 20 heures
Les premiers militaires de l'opération
Turquoise se sont installés vers Goma et
Bukavu. Ils ont pris position autour de
certains camps de réfugiés tutsi où ils ont été
accueillis avec soulagement

Claire Chazal, Marine Jacquemin, Loïck Berrou, Régis Faucon

TF1, 24 juin 1994

Dès dimanche [19 juin], dans la plus grande discrétion, des soldats d'élite avaient lancé plusieurs opérations de reconnaissance en direction de Gisenyi où s'est replié le gouvernement rwandais en déroute.

[Claire Chazal :] Madame, Monsieur, bonsoir. Vous le voyez avec nous..., vous le découvrez avec nous : les premières images de l'arrivée des militaires français au Rwanda [on voit une foule de gens sur le bord d'une route acclamer des véhicules qui traversent une ville ; un homme porte une pancarte sur laquelle se trouve écrit : "VIVE LA FRANCE"]. Nous consacrerons en effet la majeure partie de ce journal à développer – avec tous nos envoyés spéciaux – la situation dans le pays et le déploiement des soldats français à la frontière avec le Zaïre [on voit deux hommes sur une moto sur laquelle a été accrochée un petit drapeau tricolore].

Les premiers militaires arrivés sur place se sont installés vers Goma et Bukavu. Ils ont pris position autour de certains camps de réfugiés tutsi où ils ont été accueillis avec soulagement. Les forces françaises ont également découvert des fosses communes dans le Sud-Ouest du Rwanda. En outre il faut le savoir, six pays de l'Union de l'Europe occidentale ont décidé d'aider

la France sur les plans logistiques et humanitaires.

[...]

Venons-en donc à l'opération "Turquoise", nom de code du déploiement de 2 500 militaires français à la frontière entre le Zaïre et le Rwanda. Les premiers hommes ont pu se rendre à l'Ouest dans le camp de Nyarushishi où ils ont découvert plusieurs milliers de Tutsi qui, après un moment de réticence, ont vu arriver leurs protecteurs avec bienveillance. Nos envoyés spéciaux, Marine Jacquemin et Frans-Yves Marescot, ont pu pénétrer en territoire rw..., rwandais. Voyez leur reportage.

[Marine Jacquemin :] Un petit drapeau français sur la frontière et d'autres tout au long de la route, bienvenue au Rwanda [des Rwandais tenant des drapeaux tricolores acclament les véhicules des militaires français]. Dans cette partie encore aux mains des forces gouvernementales et des redoutables milices, la France a toujours cette image de marque gravée dans leur tête : pays ami [deux hommes dansent en tenant un drapeau français].

[Un gendarme rwandais, tout sourire, dont le véhicule arbore un drapeau tricolore : - "Effectivement, très, très content de votre arrivée ici au Rwanda". Marine Jacquemin : - "Pourquoi?". Le gendarme : "Euh..., pour l'aide que vous avez surnommée 'Opération Turquoise' je crois".]

Le triomphe que provoque l'entrée des troupes françaises dans Cyangugu est révélateur : avec notre présence, la fin de la guerre est proche. C'est leur sentiment [on voit une foule de gens applaudir au passage des véhicules des militaires français ; un homme tient une pancarte sur laquelle se trouve écrit : "VIVE LA FRANCE"].

[Marine Jacquemin interroge un Rwandais qui tient un drapeau français : - "Pourquoi une telle joie à l'arrivée des forces françaises?". Le Rwandais : - "Parce que vous..., vous venez pour nous sauver".]

La colonne roule prudemment, la ligne de front est à une centaine de kilomètres. Ce que redoutent les militaires : une incursion d'éléments rebelles qui pourraient avec un simple lance-roquette causer de gros dégâts [on voit des militaires français qui portent un béret vert]. Autre crainte : les rapports avec l'armée rwandaise, plutôt tendus.

[Un colonel des Forces armées rwandaises s'entretient avec le colonel Didier Tauzin : - "Bon, [inaudible] donné [inaudible]". Didier Tauzin : - "Mais je veux..., je veux être prévenu mon colonel, c'est compris?". Le colonel : - "D'accord".]

Nous lâchons la colonne au milieu des champs de thé et croisons un barrage de miliciens hutu. Il s'ouvre comme par magie, là où auparavant se

négociait très cher le passage parfois en le payant de sa vie.

Le chemin de latérite que nous empruntons mène vers le camp de Nyarushishi. 8 000 personnes sont regroupées depuis 10 jours dans des conditions sanitaires très supérieures à ce qui existe un peu partout dans le pays. Depuis quelques heures, le camp est sous contrôle français. Les soldats rwandais se veulent très coopératifs.

[Lieutenant-colonel Innocent Bavugamenshi, "Armée Rwandaise" : "Avec, euh..., l'action humanitaire que nous attendons d'eux, euh..., il n'y a pas à souhaiter mieux. On les attendait, euh, c'est une action qui aurait dû, d'ailleurs, euh, être menée bien avant".]

Avant, c'est-à-dire avant les massacres que cette même armée a parfois encouragés. Mais il arrive aussi que l'uniforme ait un rôle essentiel à jouer. Ici manifestement c'en est un pour les Français [on voit le colonel Didier Tauzin venir serrer la main d'un réfugié en lui demandant : - "Comment ça va?". Le réfugié : - "Ça va bien". Didier Tauzin : - "Tu as combien de gens?".]

Bien que la plupart de ces pauvres gens ne parlent pas notre langue, ils ont compris que ces militaires là étaient venus pour les sauver, non pour les tuer.

[Un réfugié : "Nous étions comme des bergers qui..., des..., des moutons qui n'ont pas de berger. Mais maintenant nous voyons que... notre sécurité..., donc on va assurer notre sécurité".]

Un autre réfugié : "Nous serons vraiment protégés quand ils seront nombreux ici".]

Même peu nombreux les Français ne semblent pas se sentir menacés [on voit un soldat français en train de se raser à côté de son véhicule]. Ils s'installent tranquillement en attendant la logistique qui prend du retard, notamment l'aide humanitaire, premier but de leur mission. Les enfants devront encore, pour quelques jours, contenter leur petit estomac d'un bol de bouillie par jour. L'armée française ne devrait rester que quelques semaines, tout du moins l'espère-t-elle. Le relais des Nations unies est attendu fin juillet [gros plans sur des enfants réfugiés].

[Marine Jacquemin, face caméra, au milieu de réfugiés du camp de Nyarushishi : "Au-delà des polémiques plus ou moins justifiées sur l'opération Turquoise, des objectifs plus ou moins avoués, l'initiative française, même tardive, aura eu au moins cet intérêt : sauver ces milliers de vies. Un point qui ne se discute pas"].

[Claire Chazal interviewe à présent Marine Jacquemin, qui se trouve en duplex de Bukavu.]

Claire Chazal : Alors Marine Jacquemin, vous êtes en direct avec nous à la frontière entre le Zaïre et le Rwanda. Vous venez donc de passer ces premières 24 heures, finalement, avec les forces françaises qui ont pénétré au Rwanda. Est-ce qu'on peut dresser un..., un premier bilan ce soir [une carte du Zaïre s'affiche à l'écran avec indication de la ville de Bukavu] ?

Marine Jacquemin : [Inaudible] Claire, le bilan est rapidement fait. [Inaudible] il semble qu'il y ait à présent plus d'une centaine d'hommes en terrain rwandais, assez isolés, puisqu'ils pénètrent par petites unités d'une quarantaine de soldats environ. Alors pour cette première mission qu'ils s'étaient fixés dans ce camp de Nyarushishi, il est donc sous leur contrôle. Et c'est le seul à notre connaissance. Ils continuent toujours les mesures, euh, préliminaires, euh..., les prises de contact, les expertises. Et ils restent essentiellement au sud et toujours plutôt proche de la frontière, euh, pour évacuer très vite en cas de problème.

Claire Chazal : Est-ce que vous sentez une différence avec la situation que vous avez connue, vous, à Kigali par exemple ?

Marine Jacquemin : Euh..., écout..., je dirais plutôt qu'il y a une grande différence au point de vue des camps. Alors bien sûr ici, il y a les mêmes populations en danger, les mêmes horreurs [diffusion d'une carte de l'Est du Zaïre et du Rwanda ; des flèches indiquent la direction de Bukavu vers Cyangugu puis de Cyangugu vers Nyarushishi]. Euh..., il y a eu aussi ici beaucoup de massacres. C'est vraiment très, très loin de ressembler, euh, au camp de..., notamment le camp de Kabgayi que nous avons visité il y a trois semaines [diffusion d'une carte du Rwanda avec indication de la ligne de front et de la zone contrôlée par le FPR, qui couvre la moitié est du pays], qui étaient ces camps démunis, euh, sous le..., sous le..., la pluie, euh, avec beaucoup de maladies. Et, euh..., alors bien sûr, Cyangugu c'est une ville, euh, vivable et c'est..., et c'est vraiment loin des visions apo..., apocalyptiques du centre de Kigali ou de..., ou de Gitarama pour ne parler que de celles-là. Et pour l'instant, euh..., eh bien ces villes sont loin d'être au programme des militaires français. Car comme vous le savez, elles sont en zones de combat. Et, je vous le rappelle, les Français ne veulent pas être, euh, une force d'interposition.

Claire Chazal : Donc dans les prochaines heures, les Français vont donc rester, limiter..., leur action va rester limitée à la frontière, autour de la frontière avec le Zaïre ?

Marine Jacquemin : Oui, oui. C'est ce qui..., c'est qu'ils nous confirment encore ce soir. Euh, ils pénètrent en territoire rwandais, euh, d'une manière extrêmement prudente, euh, parce que ils ne savent pas très bien encore où

ils ont mis les pieds.

Claire Chazal : En tout cas on l'a vu avec vous Marine, avec votre reportage, l'accueil des Rwandais a été plutôt très favorable vis-à-vis des militaires français. [Silence] Marine Jacquemin ? Je crois que la liaison vient d'être coupée [on entend effectivement un bip].

On le sait en tout cas, les militaires français de l'opération Turquoise sont essentiellement basés – vous l'avez vu – dans deux villes du Zaïre : Bukavu et Goma, plus au nord. C'est là que le quartier général des forces s'est installé et c'est de là que les soldats ont effectué des missions de reconnaissance au Rwanda. Selon certaines sources, les militaires auraient découvert quelques fosses communes, plus à l'Ouest, dans la région de Cyangugu. Mais l'on ignore encore l'appartenance ethnique des victimes et des auteurs des massacres. Patricia Allémonière.

[Patricia Allémonière :] Le premier volet de l'opération Turquoise, qui a commencé au sud-ouest du Rwanda, se poursuit. Les troupes françaises ont reçu l'ordre de progresser vers le Nord en direction de Kibuyu [Kibuye] [diffusion d'une carte du Rwanda ; une flèche clignotante indique la direction de Cyangugu vers Kibuye]. Leur objectif : repérer les poches où se cachent des Tutsi et les mettre sous protection de l'armée française.

Un deuxième axe de pénétration est prévu cette fois au nord : il concerne des groupes de population appartenant à l'ethnie hutu. Ces réfugiés se sont rassemblés autour de la ville de Gisenyi [diffusion d'images d'archives du camp de réfugiés tutsi de Kabgayi]. Dès dimanche [19 juin], dans la plus grande discrétion, des soldats d'élite avaient lancé plusieurs opérations de reconnaissance en direction de cette localité où s'est replié le gouvernement rwandais en déroute. Le détachement qui partira au secours de ces réfugiés viendra de Goma, véritable plaque tournante du dispositif [diffusion de la même carte que ci-avant ; une flèche part de Goma vers Gisenyi].

Dans cette cité du nord-est du Zaïre, les rotations de Transall, Antonov, hélicoptères se poursuivent. Soldats et matériels continuent d'arriver à un rythme impressionnant [on voit de gros avions se poser sur la piste ; des militaires français en déchargent le matériel]. Les hommes de l'infanterie et de la Légion disposent de blindés légers et d'hélicoptères de transport. En cas de problème, ils pourraient faire appel à des Jaguar, quatre, et des Mirage F1 d'attaque déplacés de Centrafrique au Zaïre.

[Claire Chazal interviewe à présent Loïck Berrou, en duplex de Kigali.]

Claire Chazal : L'un de nos envoyés spéciaux, Loïck Berrou, a pu, lui,

se rendre au Rwanda en passant par l'Ouganda. Il se trouve en ce moment dans la capitale rwandaise Kigali où il a pu rencontrer les responsables du Front patriotique. Il est en direct avec nous. Vous nous entendez Loïck ? Je crois que vous avez rendu..., ren..., rencontré, donc, le Président du FPR. Quelle..., quelle est la situation sur place ? Est-ce qu'on peut dire qu'il y a un petit peu d'apaisement en ce moment à Kigali ?

Loïck Berrou : Oui en effet, euh..., Claire. Il y a bien eu, euh, effectivement, une petite manifestation... – une grosse manifestation même – cet après-midi, qui avait rassemblé 5 à 10 000 personnes à une quinzaine de kilomètres de Kigali. Une manifestation avec des slogans très virulents, anti-français, mais dont on peut douter, hein, sérieusement de son caractère spontané. Pour le reste, le Front patriotique du Rwanda multiplie plutôt les gestes de bonne volonté : les organisations non gouvernementales françaises, qui avaient été interdites de territoire depuis trois jours, pourront très vite reprendre leurs opérations. Les journalistes français, qui avaient été expulsés avant-hier [22 juin], ont été à nouveau tolérés aujourd'hui. On peut dire en effet que le ton est à l'apaisement.

Claire Chazal : Et alors comment les..., les soldats du..., du FPR ont-ils perçus et perçoivent-ils l'arrivée de ces soldats français ?

Loïck Berrou : Ben, il reste quand même, Claire, une inquiétude qui est très profondément ancrée chez tous les soldats qu'on a pu croiser aujourd'hui : la France avec 2 500 soldats, des avions, des hélicoptères ne peut pas – ils en sont convaincus – faire que de l'humanitaire. Le FPR voit ressurgir les vieux démons de la présence française entre 90 et 93, qui à leurs yeux avait soutenu et entraîné l'armée rwandaise et les milices responsables aujourd'hui des principaux massacres. "N'importe quel autre pays aurait mieux valu que la France", nous a confié ce matin Alexis Kanyarengwe, le Président du FPR. Mais les forces rebelles ont semble-t-il reçu des garanties. Si l'armée française se cantonne – comme semblait l'indiquer Marine Jacquemin tout à l'heure – à un rôle strictement humanitaire, il n'y aura pas lieu à confrontation [des images d'archives, principalement de Kigali, sont diffusées pendant que le journaliste parle].

Claire Chazal : Vous nous confirmez en tout cas Loïck que..., que l'hôpital de la Croix-Rouge à Kigali a été bombardé ce matin ?

Loïck Berrou : Oui tout à fait. Si on peut parler d'apaisement dans les relations entre la France et le FPR, c'est peut-être un peu accessoire par rapport à ce qui se passe actuellement à Kigali puisqu'à nouveau, euh..., l'hôpital de la Croix-Rouge a reçu, euh, un obus en pleine salle d'urgence où

se trouvaient 40 personnes en..., en cours d'opération ou qui se remettaient d'une opération. Euh, cinq personnes ont été tuées sur le coup et... tout le personnel de la Croix-Rouge a dû passer l'après-midi aux abris, si bien qu'ils n'ont pas pu secourir les..., les blessés graves, euh, qui avaient été touchés par cet obus.

Claire Chazal : Merci beaucoup Loïck Ber..., Berrou pour ce témoignage, donc je le rappelle, en direct de Kigali, la capitale du Rwanda.

L'opération Turquoise – qui devrait concerner au total 2 500 militaires français qui seront déployés sur place d'ici dimanche [26 juin], maintenant –, euh, cette opération va être coordonnée par le général Jean-Claude Lafourcade. L'état-major est parti ce matin de Roissy. Il est arrivé à Goma en fin d'après-midi pour prendre possession de ce quartier général des forces françaises. Laurent Delsol.

[Laurent Delsol :] L'armée française est bien partie dans un but humanitaire. Dans cet Antonov, est rangé entre autre un hôpital de campagne. Soit un bloc opératoire, un laboratoire et une cellule radiologique. 46 soldats y sont rattachés. Toute la logistique militaire-médicale française va ainsi être mise sur place au service des différentes organisations humanitaires [on voit des soldats français au béret rouge en train d'embarquer dans des gros-porteurs].

[Colonel Robert de Resseguier, "Médecin-Chef" : "Ma mission est double : d'une part, le soutien des forces. Ça c'est clair, partout. Et, en même temps, euh, un gros volet humanitaire puisque nous amenons avec nous, euh..., l'élément, euh, médical d'intervention rapide – l'EMMIR – euh, qui n'a que cette vocation. La crainte c'est, euh..., qu'il y ait..., d'être un peu débordé par la masse des, euh..., des malheurs qu'on va trouver là-bas!"]

Parachutistes de l'armée, de la Légion, conseillers de l'aviation légère et fantassins forment le commandement en chef. En tout une centaine de soldats qui avant de décoller ont méticuleusement revérifié leur matériel et les 200 véhicules transportés avec eux. Ils savent que leur mission ne va pas être facile mais ils sont plein d'espoir [on voit notamment des rangées de jeeps alignées sur le tarmac de l'aéroport].

[Jean-Claude Lafourcade, "Commandant en chef, 'Mission Turquoise'" : "Nous allons, je vous l'ai dit, protéger les populations de... Pas contre le FPR ni contre les Forces armées rwandaises – vous le..., en convenez – mais contre les bandes un petit peu désorganisées, hein, qui, à la suite des malheureux événements qui ont eu lieu dans ce pays, causent des gros problèmes pour la vie des populations. Mon mandat me donne les moyens d'utiliser la force pour protéger ces populations et je m'y emploierai".]

Le général Lafourcade et son état-major mèneront leur action pendant deux mois.

[Claire Chazal :] En vertu de la résolution de l'ONU qui a permis à la France de lancer cette opération Turquoise, les militaires engagés ont l'autorisation d'utiliser leurs armes s'ils sont menacés. Mais leur mission, on l'a bien compris, est purement humanitaire. Il s'agit d'une intervention très délicate, sur un continent que les troupes connaissent bien. Toutefois, il faut dire que les régiments envoyés en Afrique subissent toujours un entraînement tout particulier, comme nous le dit Michel Floquet.

[Michel Floquet :] Les troupes françaises engagées aujourd'hui au Rwanda connaissent bien l'Afrique. 1 500 des 2 500 hommes y sont stationnés et la plupart des autres ont déjà eu l'occasion d'y servir, certains même récemment en Somalie.

Bien sûr, les deux opérations ne sont pas tout à fait comparables. Mais l'expérience acquise par les Français dans le domaine du militaro-humanitaire est désormais largement reconnue. Ainsi, la présence française dans la région de Baidoa, en Somalie, jusqu'à la fin de l'année dernière, fût à ce point couronnée de succès que l'ONU demanda à la France d'y prolonger sa présence et que les Américains, totalement coupés de la population, prirent conseil très officiellement auprès des officiers français. Voici comment à l'époque ceux-ci expliquaient leur succès.

[Colonel Stoff : "Euh, première raison : c'est d'abord la grande expérience de l'armée française dans ce type de mission. Expérience acquise en Afrique mais aussi au Cambodge et en Yougoslavie. Deuxième raison : c'est que le savoir-faire des cadres, qui non seulement savent faire les actions militaires quand il faut le faire, mais savent également mener des actions globales humanitaires. Enfin, troisième raison : c'est la générosité de nos jeunes soldats, qu'ils soient appelés ou engagés, qui se sont impliqués à fond dans cette mission".]

Les troupes de marine et la Légion, hier engagées en Somalie et aujourd'hui au Rwanda, sont les héritiers directs de l'armée coloniale. Ils ne reçoivent pas d'entraînement spécifique à leurs missions humanitaires mais ces soldats sont les dépositaires d'une longue tradition d'administration des territoires qui jusqu'ici, aussi bien en Bosnie qu'en Somalie, a porté ses fruits [tout au long du reportage, des images d'archives montrant des soldats français auprès des populations locales sont diffusées].

[Claire Chazal :] Lors de son point de presse quotidien cet après-midi, l'amiral Lanxade, le chef d'état-major des armées, a rappelé que la mis-

sion française avait avant tout pour but de rassurer les populations et qu'il n'était pas envisagé d'implanter des unités au Rwanda. Pour l'instant les soldats français n'effectuent que des missions de reconnaissance sur le territoire rwandais. Nous l'écoutons.

[Amiral Jacques Lanxade, "Chef d'état-major des Armées" : - "Nous faisons des reconnaissances et nos gens restent quelques heures, voire une nuit, rentrent, reviennent. Euh..., nous avons, euh, eu une, euh..., entre 50 et 100 personnes au Rwanda dans la journée d'aujourd'hui. Mais, euh, ça..., ça diminuera ce soir. Euh, en tout cas, il n'est..., il est exclu de s'implanter – pour l'instant en tout cas –, euh..., selon les instructions, euh, données par le gouvernement, il est exclu de..., d'implanter des unités au Rwanda". Question d'une journaliste : - "Envisagez-vous des évacuations?". Jacques Lanxade : - "La situation n'a pas été suffisamment évaluée, euh, pour que, euh..., il en soit, euh, ainsi. Si, euh..., des, euh..., des cas précis se..., se..., se montraient dans les heures qui viennent, eh bien, avec l'accord du..., du gouvernement, nous, euh, procéderions à..., à ces évacuations".]

[Claire Chazal :] On l'a bien compris la mission française est donc purement humanitaire. Un important dispositif médical a déjà quitté l'aéroport de Lyon à bord d'un Antonov 22 pour se rendre sur place. Une cellule de coordination avec les organisations non gouvernementales sera en place dès le début de la semaine prochaine à Goma pour essayer d'évaluer les besoins des populations hutu et tutsi que les soldats sont chargés de protéger. Reste que les associations humanitaires qui travaillent déjà sur place ne voient toujours pas d'un très bon œil l'arrivée des soldats français. Laurent Bazin.

[Laurent Bazin :] [On entend un militaire français crier : "En avant!"] C'est peu dire que les associations humanitaires sont réticentes à cette intervention française au Rwanda [un véhicule de l'avant-blindé (VAB) passe devant la caméra]. Aujourd'hui même les plus chauds partisans d'un engagement militaire mettent un point d'honneur à définir une limite stricte à l'opération Turquoise. S'interposer, oui. Avoir l'ambition de résoudre tous les problèmes humanitaires des populations locales, certainement pas [on voit des militaires français en train de préparer leur mission].

[Philippe Biberson, "Pdt 'Médecins sans frontières'" : "Si, euh..., ils arrivent, véritablement, à arrêter le massacre, s'ils arrivent à mettre hors d'état de nuire les gens qui depuis plus de 10 semaines ont organisé ce génocide, à ce moment-là ils auront rempli leur mission".]

Carole Dubrulle, "A.I.C.F. Mission Rwanda" : "Laisser place nette aux humanitaires, bien sûr. Mais je ne pense pas que ce soient eux. Et d'ailleurs, je

ne pense pas que ce soit dans leur mandat actuel, euh..., d'assurer eux-mêmes tout ce qui est, euh..., approvisionnement en nourriture, en couvertures, en médicaments, en logements, euh, des populations qu'ils sont censés venir protéger".]

Par dessus-tout, la crainte des organisations non gouvernementales, c'est qu'une confusion ne s'instaure entre le militaire et l'humanitaire. Le soldat français est toujours perçu comme l'allié des forces gouvernementales rappellent les associations, pour qui l'intervention tricolore était la pire des solutions.

[Bernard Granjon, "Pdt 'Médecins du Monde'" : "Si je leur disais quelque chose, ça serait dans leurs actes et dans leurs discours de se démarquer complètement du passé. De dire que les assassins, que nous avons quand même soutenus – et que nous soutenons peut-être encore –, se doivent d'être localisés, d'être arrêtés, d'être jugés, d'être condamnés. Et qu'il faut que la politique française change dans ce pays-là. Et dans d'autres pays aussi d'Afrique".]

Reste que les missions humanitaires françaises sur le terrain se plaignent aujourd'hui d'être pratiquement interdites d'exercice. Et ce tant que durera l'opération militaire [diffusion d'images de réfugiés marchant le long d'une route].

[Claire Chazal :] Et le cardinal Etchegaray a en outre été envoyé par le Pape au Rwanda pour une mission de six jours.

On le sait, pour un certain nombre de pays africains, cette intervention française n'apparaît pas toujours souhaitable parce qu'elle est perçue comme un soutien à la majorité hutu. C'est notamment le cas au Burundi où des centaines de résidents français vivent actuellement dans la crainte des représailles. Il faut savoir que le Burundi présente la même composition ethnique que le Rwanda. L'un des représentants de la communauté française à Bujumbura a répondu à Cyril Sauvenière. Nous l'écoutons.

[Par téléphone de Bujumbura, Jean-Louis Antz, "Union des Français de l'Étranger" : - "Y a pas mal de gens qui ont reçu soit des tracts en leur disant... Nous avons des amis qui hier [23 juin] dans leur bureau ont trouvé des tracts en leur disant : 'Nous espérons que... demain soir à 16 heures, heure GMT, vous aurez quitté le Burundi'. Donc ce soir. D'autres ont été arr..., agressés verbalement dans la rue, en disant : 'Ou il est tant que vous partiez ou nous vous ferons partir'. Ce sont que des agressions verbales pour le moment. L'ambassade nous a recommandé – et je pense que tout le monde le suit – de ne pas sortir le soir, durant les..., après 18 heures, 19 heures,

dans les lieux publics au..., à Bujumbura, de ne pas regrouper un grand nombre de Français au même endroit. Et de prévenir, euh, l'attaché militaire et l'ambassade de n'importe quel incident qui peut se produire contre un Français". Cyril Sauvenière : - "[...] si éventuellement des militaires français pourraient, euh..., venir vous aider si vous étiez en difficulté?". Jean-Louis Antz : - "Effectivement on a mis, disons-le..., l'ambassade avec, euh, le..., les militaires ici, ils ont mis au point une cellule de crise qu'on peut prévenir jour et nuit par téléphone ou par télécél. Et en cas de besoin, disons, ils viendraient nous..., nous évacuer sur l'école française" [diffusion d'une carte du Burundi et de ses pays limitrophes ; les villes de Bujumbura et de Kigali sont indiquées].]

[**Claire Chazal s'entretient à présent en plateau avec Régis Faucon.**]

Claire Chazal : Si la France a reçu le soutien de quelques pays d'Afrique seulement et notamment du Sénégal, elle est également épaulée aujourd'hui par six pays de l'UEO, l'Union de l'Europe occidentale. La Belgique, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, l'Allemagne et la Grande-Bretagne sont tous décidés à apporter une aide logistique et humanitaire. La France, on peut le dire Régis Faucon, est donc un peu moins isolée. D'autant que l'Italie – par la voix de Silvio Berlusconi – a fait savoir, au sommet de Corfou, qu'elle pourrait peut-être contribuer à l'opération Turquoise.

Régis Faucon : Oui effectivement la France est un petit moins isolée ce soir. Mais, disons-le, ça ne se bouscule pas quand même. Car les six pays, euh..., dont vous venez de parler ne proposent que..., que du matériel. C'est vraiment..., prind..., prendre, euh, les moindres risques. Seule l'Italie, euh, propose des hommes. Il faut dire aussi qu'en Afrique, l'Egypte est prête à proposer des hommes. Mais tout cela sous certaines conditions. Ça ne se fera pas tout de suite. Et je crois qu'il faut dire, euh, que la France supporte et supportera pour quelque temps le plus gros de cette opération.

Claire Chazal : En fait la question qui se pose, c'est..., c'est le risque qu'il peut y avoir, risque de déstabilisation dans cette région de l'Afrique ?

Régis Faucon : Oui, je crois qu'on a suffisamment dit combien l'action de la France était courageuse. Mais on..., on peut vraiment se..., se poser cette question, qui est une vraie question. Indiscutablement, une présence armée étrangère dans une région aussi explosive, euh, peut avoir de fâcheuses conséquences. Et je pense en particulier sur deux pays voisins. On a en parlé – vous en parliez à l'instant –, sur le Burundi. Le petit Burundi où on retrouve les mêmes antagonismes, je devrais parler les mêmes haines : il y a eu là-

bas de terribles massacres. Tutsi, Hutu, l'équilibre est extrêmement fragile : il faudrait peu de choses pour mettre le feu aux poudres. Et c'est vrai que l'opération française est mal perçue. Et puis je pense aussi à..., à l'Ouest, au Zaïre, qui là en revanche est le géant de l'Afrique. Et vous savez que les deux têtes de pont de l'opération française – Goma et Bukavu – sont situées dans une zone farouchement opposée au pouvoir central du Président Mobutu. Et ces populations perçoivent l'opération française, justement, comme un soutien au Président Mobutu. Euh, d'où, euh, montée de sentiments anti-français, euh, dans certaines régions. Alors ce sont des risques certainement calculés, les autorités françaises y ont pensé. Mais, euh..., risques réels.

Claire Chazal : Voilà ce que nous pouvions dire ce soir, avec vous Régis et avec tous nos envoyés spéciaux sur, euh, l'opération française au Rwanda.